

Christian Topalov, chercheur et militant

Savoir/agir : Qu'est-ce qui vous a conduit à choisir la sociologie de la ville comme sujet d'étude.

Propos recueillis par
Louis Weber et Laurent Willemez

Christian Topalov : Au fond, il s'est agi comme souvent des aléas du marché du travail. Je vais dire « nous » parce que je n'étais pas du tout le seul à être dans cette situation. Au moment où nous avons terminé nos études, un peu avant 68 ou immédiatement après, nous étions nombreux à sortir des facultés des lettres, pour la plupart radicalisés par le contexte d'alors et les événements de 68. Nous cherchions du travail. Je devrais d'ailleurs plutôt dire : on nous proposait du travail. C'est hallucinant, quand on pense à la situation actuelle : la même personne avait souvent le choix entre trois ou quatre postes à l'université ou dans la recherche.

Je vois deux raisons principales à cela. La première, c'est l'explosion des effectifs étudiants à cette époque. L'université que nous fréquentions annonçait l'université de masse qui allait suivre. Et les budgets croissaient à proportion, ce qui a multiplié les créations de postes d'assistants, notamment en sociologie. C'est l'une des voies que nous avions la possibilité de choisir.

La deuxième voie était celle des contrats de recherche. À ce moment précis, ils portaient surtout sur la ville, sujet auquel je n'envisageais pas du tout de m'intéresser.

Pendant mes études de philosophie, j'avais été ébloui par Spinoza et Marx. Étudiant ensuite l'économie, j'avais fait un mémoire sur les structures agraires au Brésil. C'était la zone des tempêtes, et aussi les tropiques. J'avais suivi le séminaire de Godelier, j'étais séduit par l'anthropologie économique. Mais, finalement, c'est la recherche sur contrat et le marché du travail qu'elle induisait qui ont vraiment décidé de mon orientation.

Il existait en effet de gros programmes de recherche impulsés par la DGRST¹, le ministère de l'Équipement, le commissariat au Plan. Ma première expérience datait de 1965, quand j'avais participé à l'enquête sur Plozévet². Ensuite, une équipe de

1. La Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) a été créée en 1961. Elle dépendait des services du Premier ministre et avait pour mission de coordonner les actions décidées par le gouvernement, les universités et le CNRS dans le domaine de la recherche et des technologies.

2. Enquête sur la commune de Plozévet, dans le Finistère-Sud, dirigée par Edgar Morin en 1965 pour ce qui concerne la sociologie.

jeunes ingénieurs des Ponts et Chaussées se trouvait à la tête à l'Équipement de très gros budgets, avec lesquels ils ont voulu faire travailler des chercheurs en sciences humaines. Nous avions affaire à des gestionnaires de recherche qui voulaient créer des rapports nouveaux entre les hauts fonctionnaires aux questions desquels ils devaient répondre et un milieu de recherche qui était encore à créer. Les profs ne répondant guère, il firent travailler les jeunes chercheurs que nous étions. Ils étaient attentifs aux préoccupations des technocrates de l'époque gaulliste, ils s'interrogeaient sur ce qui se passait dans la société pour mieux la planifier. Le projet global était d'industrialiser et de moderniser la France et, dans ce cadre, rationaliser l'expansion urbaine.

C'est de cette façon que moi-même et beaucoup d'autres sommes devenus sociologues urbains : il y avait d'un côté des ressources à distribuer, de l'autre des étudiants disponibles pour la recherche sans projet bien arrêté.

Savoir/agir : Comment est-ce que cela a fonctionné concrètement ? Il existait des réseaux et chefs de file ? Ou les décisions étaient-elles purement individuelles ?

Christian Topalov : Cela a été très variable. À l'université, Alain Touraine a servi d'intermédiaire, mais il est resté plutôt en retrait. Ce sont donc des jeunes de ma génération, Manuel Castells, Jean Lojkine, et d'autres, qui ont rédigé les projets, organisé les budgets, développé les travaux. J'ai suivi un chemin un peu différent. Une équipe de catholiques de gauche très active, dans le sillage de Chombart de Lauwe³, dirigeait un petit centre de

recherche, le Centre de sociologie urbaine. Cette équipe est venue recruter à la Sorbonne, plus précisément auprès des étudiants en sociologie de l'UNEF.

Du point de vue des responsables de l'urbanisme, il y avait quelque chose qui coinçait : on ne comprenait pas bien ce qui se passait avec le foncier. Quand les terrains sont-ils mis en vente ? Est-ce que cela dépend seulement du prix ou aussi d'autres facteurs ? Quel rôle jouent les promoteurs ? Un contrat a été proposé au CSU pour travailler sur les propriétaires fonciers et le marché immobilier. J'ai été recruté, à l'âge de 24 ans, pour m'en occuper : c'était une chance formidable car cela m'a permis de faire une grosse enquête avec des ressources considérables. J'ai travaillé sur les promoteurs immobiliers avec les outils de la sociologie des acteurs économiques.

Savoir/agir : Comment faisiez-vous le lien avec les carrières universitaires ?

Christian Topalov : Au départ, ce lien n'existait pas. Nos salaires étaient financés par des contrats de recherche et dépendaient du renouvellement de ceux-ci. Cela nous a satisfaits un temps, mais on a rapidement vu les inconvénients : il fallait constamment rédiger des projets pour de futurs contrats, avant même d'avoir terminé celui qui était en cours. Écrire des articles, publier des livres, il n'en était pas question, à moins de décider que nos rapports de recherche étaient des livres⁴. C'était une situation analogue à celle des précaires d'aujourd'hui, mais moins désespérée : contrairement à ce qui se passe actuellement, la recherche sur statut était

par thèmes dans les années 1950, avait obtenu la main sur la « sociologie urbaine ».

4. C'est la collection « La Recherche urbaine », chez Mouton.

3. Paul-Henry Chombart de Lauwe (1913-1998), au moment du lotissement de la sociologie empirique

elle aussi en pleine expansion, il y avait des postes en nombre raisonnable à l'université et au CNRS. Nous étions certes des milliers de « hors-statut », comme on disait, mais c'était nettement moins qu'aujourd'hui, où les précaires se comptent par dizaines de milliers. Tout cela a fait que nous avons lancé un mouvement assez puissant pour la stabilisation de notre situation. Giscard d'Estaing, immédiatement après son élection en 1974, a décidé que tout le monde allait entrer au CNRS. Il y a eu évidemment toute une procédure, un filtrage par les commissions, etc. Mais c'était fondamentalement le résultat d'un mouvement social. Celui-ci a été, je crois, très bénéfique pour la recherche elle-même : des idées neuves et des façons différentes de travailler sont entrées en force dans la recherche publique de ce pays. Il est important de le dire et de le redire : nous avons gagné une fois et il n'y a aucune raison que cela ne se reproduise pas.

Savoir/agir : Certains chercheurs n'avaient pas de thèse quand ils sont entrés au CNRS. Mais vous, vous en aviez une...

Christian Topalov : En réalité, ce n'était pas une thèse mais un rapport écrit pour contrat de recherche. Une fois le rapport écrit, je suis allé voir Alain Touraine pour lui dire : « j'aimerais bien en faire une thèse de troisième cycle ». Il m'a répondu « aucun problème, montrez-moi cela ». Je ne suis pas certain qu'il ait lu mon texte, il parlait en effet beaucoup à ses étudiants, mais plutôt de lui-même que de leur travail. Mais je lui suis gré de sa générosité : je suis devenu docteur de cette façon. J'ai continué après et, à la suite de l'intégration au CNRS, j'ai construit ma thèse d'État sur mes recherches financées par des contrats.

Tout le monde n'a pas fait le même choix. Certains avaient décidé de ne pas

faire de thèse, en particulier ceux qui, à l'extrême gauche, développaient une critique radicale des institutions universitaires et du mandarinat. Je pense par exemple à Michel Freyssenet, qui refusait absolument le rituel de la thèse. Ce qui ne l'a pas empêché de faire des travaux de première importance sur la division du travail dans l'industrie automobile et une brillante carrière de chercheur au CNRS. Je crois d'ailleurs qu'il est dans l'intérêt de cette institution qu'elle puisse accueillir des parcours atypiques, inhabituels. La vitalité de la recherche a tout à gagner à ouvrir le compas et diversifier les profils. C'est particulièrement vrai en sociologie, où beaucoup de ceux qui ont fondé la discipline comme science empirique au Centre d'études sociologiques avaient vécu d'autres expériences, notamment militantes. Nous avons même eu un professeur en Sorbonne qui avait été commissaire au fourrage de l'Armée rouge sous le commandement de Trotski⁵ !

Ce mouvement des hors statut a permis à tout notre petit monde d'entrer dans les structures universitaires, au CNRS en particulier, au moment précis où les financements contractuels se sont effondrés – les deux mouvements allant d'ailleurs de pair. En un sens, nous sommes rentrés dans le rang. Ce qui avait beaucoup d'avantages : nous commençons à écrire des articles, à travailler plus paisiblement, à repenser les sujets de nos travaux antérieurs, etc. En même temps, il s'agissait d'une sorte de normalisation. Ce que certains n'ont pas accepté, refusant de « devenir des fonctionnaires » et préférant garder leur (modeste) salaire de hors-statut. Cela a notamment été le cas pour des chercheurs proches de Michel Foucault, du

5. Il s'agit de Georges Gurvitch.

CERFI⁶, de la psychiatrie institutionnelle : à La Borde, on refusait la hiérarchie entre médecins, psychologues et infirmiers, de la même façon ils refusaient la division du travail au sein des collectifs de recherche et voulaient que ceux-ci restent ouverts à tous. Ils ont choisi de rater le coche, ce qui les a contraints ultérieurement à tenter de s'intégrer individuellement dans l'université ou l'administration.

Cette normalisation a touché aussi nos esprits : nous sommes entrés d'avantage dans le moule des disciplines, nous avons dû devenir les sociologues que nous avions négligé d'être vraiment. Nous voulions aussi devenir plus respectables : cette entrée en masse au CNRS, en effet, avait été diversement appréciée, les patrons de la discipline étaient horrifiés et beaucoup de collègues un peu amers. Tout cela n'a été possible que parce qu'une partie des syndicalistes au Comité national de la recherche scientifique a courageusement joué le jeu.

Outre cet aspect statutaire, il faut mentionner une dimension politique. La plupart d'entre nous, pas tous bien sûr, étions des militants de gauche, de toutes les variantes de la gauche radicale. En 1968, j'étais plutôt ce qu'on appelait à l'époque un « gauchiste ». J'ai eu une adolescence catholique et suis entré dans la vie militante par la voie de la Jeunesse étudiante chrétienne. Ce mouvement s'était politisé à gauche pendant la guerre d'Algérie mais, venant de là, j'étais aussi très naturellement anticommuniste. Pendant les événements de 68, j'ai donc fustigé les « stals »

qui « trahissaient la Révolution ». Mais, quelques mois plus tard, je me suis dit : « ces s..., ils avaient raison ».

J'ai donc adhéré au Parti communiste avec beaucoup d'autres, au moment où beaucoup d'autres le quittaient. Mon communisme était français : le programme commun, aller au gouvernement, changer le pays, tout cela paraissait à portée de main. Comment y aider ? Le ministère de l'Équipement avait fait de moi un spécialiste en matière urbaine, je suis allé mettre cette compétence supposée au service du Parti communiste, comme une sorte d'« expert rouge ». Le PCF avait alors compris l'intérêt de ces ralliements, nombreux, parmi ce qu'il appelait les « intellectuels ». Je travaillais avec des camarades issus des municipalités communistes, mais aussi avec des anciens de l'X, d'HEC et, même, de l'ENA. C'était une époque où le plus improbable se produisait parfois. Je me suis trouvé assez rapidement responsable de la commission logement du PCF, à l'intérieur d'un secteur plus vaste sur le cadre de vie dirigé à l'époque par Pierre Juquin, un politique habile, puis par Mireille Bertrand, pour qui j'avais beaucoup d'admiration et d'affection.

Le fait de diriger cette petite structure, les grands changements que l'on pouvait espérer avant 1978, malgré les législatives perdues, et ce que nous avons cru être une victoire en 1981, m'ont fait envisager de quitter la recherche pour entrer dans l'administration. Cela aurait été aller jusqu'au bout de la démarche que je suivais depuis quelques années. Par chance pour moi, ce sont les socialistes qui ont finalement empoché la mise et les énarques qui ont gardé la main, ce qui restreignait singulièrement les possibilités d'action au sein de l'appareil d'État pour les « experts » communistes ! Je suis donc resté chercheur. Bien entendu, j'en suis

6. Fondé par Félix Guattari en 1967, le Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles (CERFI) était un collectif de recherche en sciences humaines, qui s'exprimait dans la revue *Recherches*. Celle-ci a cessé de paraître en 1982, à la suite de conflits internes mais aussi faute de ressources après la fin des recherches sur contrat.

aujourd'hui très heureux. Je n'aurais en effet pas aimé vivre les défaites répétées du projet de transformation sociale que portait la gauche en étant directement et professionnellement impliqué.

Savoir/agir : Cette activité politique a-t-elle eu une influence sur vos recherches ?

Christian Topalov : Avec le recul, je dirais que cela m'a apporté une chose précieuse, l'impertinence. On ne respectait rien. Ce qui a été fait avant, nous ne voulions pas connaître. L'idée qu'il y aurait une tradition scientifique qui nous viendrait de Durkheim, en passant par tel autre, puis finalement par Bourdieu, engendrait des révérences que nous refusions. Institutionnellement, nous n'avions pas de patron, intellectuellement pas de chef d'école et nous pratiquions assez peu le respect des aînés. Cela tenait à la situation des hors statut, mais aussi à une sorte d'emballage de la pensée qui nous faisait croire que tout était à faire à partir de rien.

Savoir/agir : Il y a eu en même temps une sorte de basculement du Centre de sociologie urbaine (CSU)⁷, qui a changé à ce moment-là ?

Christian Topalov : Effectivement, le CSU a changé à la même époque. Le généreux financement de la recherche urbaine ayant disparu, chacun se retrouvait libre de reprendre ses billes et de choisir autrement ses sujets de recherche. En ce qui me concerne, c'est à cette époque que j'ai fait le choix d'étudier le passé, sans doute en raison de ma déception face au présent. Les

changements auxquels j'aspirais s'étant révélés inaccessibles, en tout cas retardés, j'ai pensé qu'il fallait rechercher une explication dans l'histoire. Cela avait un autre avantage. Les sociologues n'ont pas beaucoup d'outils de distanciation par rapport aux questions que la société est censée poser. Tout le monde parle de ce dont nous parlons et nous ne sommes jamais sûrs que ce que nous disons n'est pas tout simplement ce que les autres disent. Nous avons donc un petit problème avec la mise à distance des évidences communes, on pourrait dire aussi avec l'objectivation. Certains ont rêvé de le faire à travers les chiffres et la quantification. Ma propre façon de traiter ce problème a été l'histoire. Ce qui m'a conduit assez rapidement sur le chemin du constructivisme et à un projet commun avec d'autres dans le cadre de la revue *Genèses*⁸. Nous voulions faire de l'histoire une méthode nécessaire aux sciences sociales : non seulement pour comprendre historiquement la façon dont les questions sont formulées dans le présent, mais aussi pour étudier la genèse des catégories dans lesquelles nos sciences pensent et, ainsi, agissent. Ce retour au passé pour prendre des distances avec les évidences du présent a été très crucial dans l'évolution de mon travail.

Savoir/agir : Pour vous, cette distanciation a été double, à la fois historique et géographique ?

Christian Topalov : C'est vrai, le voyage a constitué une autre façon de sortir de ce présent un peu difficile. J'ai voulu travailler sur la Grande-Bretagne et sur les

7. Le CSU, né en 1966 de la transformation du Centre d'études des groupes sociaux, a été intégré au CNRS en 1978. Il est devenu aujourd'hui le laboratoire Cultures et sociétés urbaines.

8. La revue *Genèses* a été créée en 1990. L'objectif était de contribuer « à l'histoire sociale des sciences de l'histoire et de la société », l'histoire étant considérée comme un « outil indispensable à la réflexion sur les problèmes de notre temps. »

États-Unis parce que je connaissais la langue et que Londres et New York sont des villes fascinantes. C'est un des avantages du CNRS : on peut choisir ses sujets comme on veut, ce qui ennuie beaucoup tous les bureaucrates de la science qui rêvent de nous « piloter ». La comparaison dans le temps et dans l'espace a donc été un outil de distanciation. Comparer quoi ? C'est la question du choix de mes nouveaux sujets, après la fin de la « recherche urbaine ». En 1980-85, je me posais des questions que je pensais vives alors qu'elles appartenaient déjà au passé. Comment se fait-il que le Parti socialiste soit en train d'éclipser le Parti communiste ? Comment se fait-il que la réforme voulue par les socialistes empêche des changements plus radicaux ? Comment se fait-il que la social-démocratie gagne toujours ? Questions que l'on peut éventuellement juger pertinentes pour la majeure part du vingtième siècle, mais qui devenaient totalement décalées dans un monde où le néolibéralisme avait commencé à s'imposer comme l'horizon indépassable de notre temps et le « réformisme » de la tradition social-démocrate à s'évanouir au profit du social-libéralisme. Je n'avais pas vraiment remarqué que Thatcher et Reagan venaient d'être élus, et que le monstre du néolibéralisme gagnait ses premières batailles avant de tout engloutir. Je faisais donc une petite erreur de diagnostic et c'est ce malentendu sur l'époque qui m'a conduit à travailler sur les « réformateurs », dans divers domaines. J'essayais de comprendre quels étaient les ressorts des projets élaborés autour de 1900 par les laboratoires du nouveau siècle⁹. Je suis donc devenu un spécialiste de ces années-là et cela reste un des mes chantiers aujourd'hui.

9. Voir Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, éd. de l'EHESS, 1999.

En bref, j'ai étudié la question de la réforme pour mieux comprendre une époque qui était en train de s'achever. Mais j'ai découvert plus récemment que les modalités par lesquels un sens commun réformateur s'était imposé pour construire l'État social n'étaient pas très différentes de celles par lesquelles un autre sens commun s'impose aujourd'hui pour le détruire. Lorsqu'on écoute le discours de l'Union européenne en Grèce ou de Monsieur Sarkozy en France, on s'aperçoit que la « réforme » a encore de beaux jours devant elle.

Savoir/agir : C'est cela qui vous a incité à travailler sur des urbanistes planificateurs, partisans de la réforme par peur de la révolution ?

Christian Topalov : Oui, mais on peut penser aussi que la révolution, c'est la réforme poursuivie par d'autres moyens. Jaurès le disait explicitement mais Lénine n'en était pas loin non plus quand il disait que le socialisme, c'est les soviets plus l'électrification. Il existe d'ailleurs aujourd'hui de nombreux et passionnants travaux sur l'œuvre réformatrice de la révolution soviétique. Quant au choix de travailler sur les urbanistes et la réforme urbaine, j'avais amassé un petit capital sur la ville et j'ai pensé qu'il aurait été idiot de ne pas le faire fructifier. D'où le choix de travailler à comprendre ceux qui cherchaient à changer la ville du vingtième siècle, et qui y sont d'ailleurs dans une certaine mesure parvenus.

Cela m'a conduit à étudier le logement social et la genèse de l'urbanisme comme projet pratique, professionnel et scientifique¹⁰. Comme je voulais en même temps

10. Voir Christian Topalov, *Naissance de l'urbanisme moderne et réforme de l'habitat populaire aux États-Unis, 1900-1940*, Rapport au Plan Urbain, Paris, CSU, 1988 et avec Susanna

ne pas me tenir à un seul sujet, je me suis intéressé aussi aux réformateurs du chômage et à la genèse de la catégorie même de chômage. D'où une longue enquête sur la façon dont étaient décrits et conceptualisés les problèmes du marché du travail au début du vingtième siècle¹¹.

Savoir/agir : Comment avez-vous travaillé pour écrire Laboratoires du nouveau siècle ? Vous avez constitué une équipe ?

Christian Topalov : Une équipe, c'est beaucoup dire. En fait, s'il y a une chose que j'aime et que je sais faire, c'est réunir pour travailler ensemble des personnes qui ont envie de le faire et qui y trouvent plaisir. Même si j'ai dirigé le CSU un certain temps parce qu'il faut bien se partager les tâches administratives, je n'ai aucun goût pour les institutions. Je suis bien plus à l'aise dans une équipe que j'ai choisie et qui m'a choisi. Sans doute est-ce un reste de l'esprit anti-mandarinal qui a été celui de ma génération. C'est aussi une affaire d'efficacité : coopérer de façon volontaire entre personnes qui, ayant un poste fixe, peuvent choisir librement leurs engagements permet de faire de la bien meilleure science que tous les enchaînements de contrats précaires du monde. Mon expérience la plus récente en matière de collaboration choisie, c'est le réseau que nous avons construit pour le programme sur les mots de la ville¹². Pour écrire *L'Aventure des mots de la ville*, nous étions 160 auteurs de diverses nationalités. Il y avait

une petite équipe qui organisait et orientait intellectuellement l'ensemble et, enfin, l'un d'entre nous qui faisait en sorte que le paquebot évite les icebergs et arrive à bon port. C'est un peu fatigant, mais ça marche.

Pour en revenir aux *Laboratoires*, le fait d'avoir été nombreux tient à ce que j'étais loin d'être le seul à travailler sur ce thème de la réforme à la fin du dix-neuvième siècle. D'autres chercheurs s'intéressaient, par exemple, plutôt aux prisons, au logement ou à la tuberculose. Chacun avait bien vu que les acteurs qui étaient au premier plan dans son domaine de recherche faisaient aussi beaucoup d'autres choses et avaient avec d'autres un vrai air de famille. Ainsi, au delà de la diversité des spécialités, la préoccupation était la même. Cela nous a conduits à confronter nos résultats et à essayer d'identifier et de décrire la « nébuleuse réformatrice » évoquée dans le titre de l'ouvrage.

Savoir/agir : Vous évoquez souvent le rôle du courant chrétien-social, très important à cette époque. Alors qu'on imagine plus facilement les chrétiens et plus particulièrement les catholiques du côté du conservatisme et de la réaction. Or, vous montrez qu'ils sont plutôt des piliers de la réforme...

Christian Topalov : C'est effectivement un des courants de la réforme. Il faut bien s'entendre sur ce que l'on entend par « réforme ». Je propose de ne pas regarder le phénomène comme un courant politique ou idéologique, mais comme un langage, un ensemble de mots et de méthodes pour poser et résoudre les problèmes. La réforme ainsi entendue est agnostique au regard de questions politiques, comme les rapports entre l'Église et l'État, ou les rôles respectifs de l'État et du secteur privé.

Magri, *Villes ouvrières, 1900-1950*, (dir.), Paris, L'Harmattan, 1989.

11. *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

12. Christian Topalov, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Claude Depaule, Brigitte Marin (dir.), *L'Aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Lafon (collection « Bouquins »), 2010.

Le Corbusier ou Unwin ou Abercrombie – les planificateurs britanniques de son époque – illustrent ce point. Le Corbusier pouvait proposer ses services indifféremment aux dominicains ou à une municipalité, à Staline ou à Mussolini. La seule chose qui importait pour lui était de changer l'espace en le rationalisant, peu importait le cadre ou les finalités politiques.

Dans le champ de la réforme, il y a place pour tous ceux qui acceptent son langage. Ceux-là, et ceux-là seuls, sont dans le coup et ont droit à la parole. Au tournant du vingtième siècle, seule une partie des socialistes révolutionnaires refusaient de s'inscrire dans cette logique et, de l'autre côté du spectre politique, une partie des ultras du drapeau blanc. Mais n'oublions pas le municipalisme de Jules Guesde ou les ambitions éducatives des anarchistes, ni que les femmes d'aristocrates étaient souvent des dames patronnesses et se situaient de ce fait dans le champ de la réforme.

Au sein du monde de la réforme ainsi clôturé, la politique était un constant sujet de dispute. L'Affaire Dreyfus divisait profondément les hommes de la réforme au moment même où ils se rassemblaient pour entreprendre, par exemple, la rationalisation de la charité ou la bataille contre le taudis. Il pouvait donc y avoir à cette époque une quasi-guerre civile entre les radicaux et les catholiques mal ralliés à la République, en même temps qu'à d'autres niveaux, dans les congrès internationaux d'assistance par exemple, on proclamait le « concordat charitable ». Dans le champ de la réforme, on travaille et on pense ensemble et cette unification du champ est possible même si l'on n'a pas la même vision du passé et si l'on n'imagine pas le même avenir. Par exemple, pour les catholiques de toutes nuances, avec la liberté d'association accordée par la Troisième République, la grande tradition de la cha-

rité chrétienne pouvait enfin renaître. Et ils imaginaient que demain, comme en Angleterre et aux États-Unis, le monde de la charité privée allait prendre en mains la conduite de la société. C'est parce qu'ils pensaient cela qu'ils travaillaient avec des radicaux et des socialistes municipalistes qui étaient convaincus, à l'inverse, que peu à peu l'administration municipale allait mettre la main sur toute l'assistance. Pas de consensus réformateur sans malentendu sur les fins.

On retrouve aujourd'hui des consensus de même nature avec le langage du développement durable ou de l'« empowerment » des populations, par exemple, mais aussi de la réforme du marché du travail et de la modernisation de l'État. Ce nouveau consensus réformateur, construit à l'échelle internationale, est écologique et libéral à la fois : les acteurs qui refusent de s'y inscrire ont bien du mal à se faire entendre.

Savoir/agir : Est-ce que vous pouvez nous parler des sociologues qui vous ont influencé ? Halbwachs, l'école de Chicago, etc.

Christian Topalov : Quand je me suis intéressé à l'histoire de la sociologie, j'ai rencontré des auteurs qui ne soulevaient chez moi aucun enthousiasme particulier. J'ai travaillé sur Maurice Halbwachs avant qu'il ne soit devenu à la mode, sur l'Anglais Charles Booth, une sorte de capitaliste sociologue qui a fait une grande enquête sur la vie et le travail du peuple de Londres à la fin du dix-neuvième siècle, enfin sur les sociologues de Chicago des années 1920. Je trouve ces auteurs passionnants, mais pas du tout parce qu'ils constitueraient une source d'inspiration pour la sociologie d'aujourd'hui : je recuse totalement la pratique si commune

dans nos sciences de l'éloge aux grands hommes du passé. Pourquoi me suis-je intéressé ces trois moments de l'histoire ? C'est, à nouveau, une affaire de circonstances. En 1979, Yves Grafmeyer et Isaac Joseph ont publié un ouvrage présentant l'« école de Chicago » à l'usage des sociologues français et inventant au passage le terme « écologie urbaine », jamais utilisé par les auteurs en question, qui parlaient de *human ecology*¹³. Grafmeyer et Joseph importaient alors en France la dite « école de Chicago » comme un moyen de faire advenir une sociologie urbaine débarrassée des points de vue surplombants et des rigidités conceptuelles de la sociologie urbaine marxiste d'alors. Bien sûr, cela m'avait un peu énervé. Je me suis rendu compte beaucoup plus tard qu'on pouvait étudier ces objets – une école sociologique, philosophique ou de peinture – comme des constructions sociales, qui ne sont pas nécessairement contemporaines d'elles-mêmes mais ont pu être fabriquées plus tard, dans un but intelligible seulement dans un nouveau contexte. En regardant cela de plus près, de façon empirique et détaillée, j'ai constaté qu'il y avait plusieurs façons de définir l'« école de Chicago », toutes rétrospectives et liées à une conjoncture bien précise de la sociologie aux États-Unis. En réalité, en 1920, l'école de Chicago, cela n'existait pas, pas même l'expression : il y avait simplement un financement, un programme de recherche et Robert Park, un professeur assez confus que ses étudiants, d'après leurs propres déclarations, ne comprenaient pas toujours. Je suis donc allé consulter les archives de l'université de Chicago pour comprendre comment tout cela s'est développé et essayer d'écrire une

histoire moins mythologique des sociologues de Chicago des années 1920.

S'agissant de Halbwachs, quand je travaillais sur l'immobilier, j'avais lu très innocemment sa thèse sur *les Expropriations et les prix des terrains à Paris*, dont il n'existe sur la place que deux exemplaires et dont je parierais volontiers être le seul sociologue vivant de ce pays à l'avoir lue tout entière. Je suis entré dans l'orbite de l'École des hautes études vers 1990, grâce à Maurice Roncayolo qui m'a proposé de participer à la création d'un DEA « Études urbaines ». Roncayolo parlait beaucoup de Halbwachs, qu'il regardait comme celui qui avait fait connaître l'« école de Chicago » en France. Le troisième partenaire dans la création du DEA était l'historien Bernard Lepetit. Nous avons fait un séminaire ensemble pendant des années et j'en ai énormément appris. Lepetit et Lucette Valensi étaient à ce moment là en train de réinventer Halbwachs comme théoricien de la mémoire collective. Le moment était favorable : il s'agissait de redéfinir le projet de la revue *les Annales*, dans un contexte où l'histoire économique et sociale était considérée comme ayant fait son temps. Il fallait trouver autre chose, inventer de nouvelles voies critiques pour l'histoire, à une époque où la mémoire passait au premier plan de la réflexion historique et où les *Lieux de mémoire* de Pierre Nora faisaient un tabac dans les librairies. Halbwachs devenait du coup pour ce groupe une ressource importante¹⁴. J'ai ainsi vu naître sous mes yeux un nouvel Halbwachs qui allait éclipser tous les autres.

Dans un livre que j'intitule *Londres-Paris-Chicago* et que je viens de terminer¹⁵,

13. Yves Grafmeyer, Isaac Joseph, *L'école de Chicago*, Champ Vallon, 1979.

14. Maurice Halbwachs est l'auteur, en 1925, du livre *Les Cadres sociaux de la mémoire*, où il étudie le concept de mémoire collective.

15. À paraître aux Classiques Garnier.

je raconte le résultat de mes enquêtes sur ces personnages, ces écoles et ces théories. Pour éviter de juxtaposer des monographies et faire enfin ce que mes amis me reprochent parfois d'esquiver, j'ai rédigé cette fois une introduction et une conclusion plus « théoriques ». D'habitude, je préfère plutôt la théorie qui s'avance masquée, sous les apparences du récit et inscrite en réalité dans la méthode.

Savoir/agir : Dans le texte que vous avez rédigé pour l'hommage à Bourdieu paru chez Fayard¹⁶, cela ne manque pas d'outils pourtant...

Christian Topalov : Oui, il y a forcément des outils partout dans des textes de ce genre : dans celui-là, j'ai essayé de décrire et ainsi de faire exister un peu plus, le « tournant réflexif » que je veux déceler dans les sciences sociales des années 1980-2000. Mais j'ai tendance à bailler quand le discours théorique passe au premier plan. Ce que j'aime chez les historiens, c'est qu'ils racontent des histoires, qu'ils proposent de l'intelligibilité pour une partie du cours du monde, petite ou grande. Une fois qu'on a lu un texte d'histoire, s'il est bien fait, on a compris quelque chose du monde réel. Ce que je reproche à beaucoup de sociologues, c'est qu'ils ont tendance à parler de la sociologie plutôt que du monde social. L'enquête, quand il y en a une, a pour finalité de confirmer le modèle plutôt que de comprendre ce qui se passe dehors. C'est une des raisons pour lesquelles je suis un artisan, un assez bon artisan il me semble, et pas un grand sociologue : pour prétendre à ce statut il

faut produire un discours sur la sociologie. Cela, je ne sais pas faire et cela m'ennuie.

Savoir/agir : Un mot de votre activité syndicale, qui est ancienne si nous avons bien compris...

Christian Topalov : Oui, j'ai toujours été militant syndical, plus ou moins actif selon les périodes. Cela a commencé à l'UNEF d'avant 68 quand j'étais étudiant. Quand je suis entré au CNRS, j'ai naturellement rejoint le SNCS, qui avait fortement soutenu la lutte des hors statut. J'ai été plusieurs fois élu dans des instances de la recherche ensuite, j'y ai beaucoup appris sur la nécessité, les vertus et les difficultés de l'autogouvernement de la recherche par les chercheurs.

Mais c'est le cataclysme des mesures Pécresse en 2009 qui m'a fait militer à nouveau très activement, à l'EHESS surtout, et avec d'autres, bien sûr. Cela n'allait pas de soi, car cette institution est plutôt conservatrice sur le plan politique. Le fait que François Furet a pu en être le président en est un signe parmi d'autres. Faire bouger l'EHESS n'a pas été facile. L'idée de faire grève était tout simplement inimaginable, il fallait trouver d'autres formes d'action. Heureusement, Monsieur Sarkozy nous a beaucoup aidés. Une des institutions créées pour imposer le pilotage politique de la recherche en France, le groupe Stratégie de recherche et d'innovation, était présidé par Danièle Hervieu-Léger, par ailleurs présidente de l'EHESS. C'est devant ce groupe et en présence de notre présidente que Nicolas Sarkozy a annoncé les réformes Pécresse en insultant grossièrement les chercheurs¹⁷. Personne dans le milieu n'était

16. Christian Topalov, « Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines. Le cas de "l'école de Chicago" en sociologie », in *Pour une histoire des sciences sociales*, Paris, Fayard (coll. « Histoire de la pensée »), 2004.

17. Discours à l'occasion du lancement de la réflexion pour une stratégie nationale de recherche et d'innovation, 22 janvier 2009.

prêt à accepter les insultes et les menaces proférées par le président de la République. J'ai écrit alors une lettre ouverte à la présidente de l'EHESS en lui demandant de démissionner du groupe « Stratégie ». Elle a refusé, disant que ce qu'elle craignait par dessus tout était « la conjonction de tous les conservatismes ». Localement, une très dure bataille commençait.

À l'EHESS, des dizaines de collègues de tous statuts, des étudiants aussi, y ont participé. Pendant quelques mois, nous avons vécu une succession d'assemblées générales dans l'amphithéâtre du boulevard Raspail. Chacun a choisi son camp dans ce qui fut un très dur combat : fallait-il résister aux « réformes » sarkozystes, les promouvoir ou, simplement, s'y soumettre ? Cette question était liée à une autre, plus centrale encore : en quoi consiste le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ? Est-il compatible avec la mise en concurrence généralisée des personnes et des structures et avec le pilotage politique de la recherche et de son évaluation ? Les positions se sont exprimées, des personnes que j'estimais ont parfois pris des positions qui m'ont consterné, des amitiés se sont brisées. La force du gouvernement d'alors a été de trouver des alliés parmi les universitaires en leur donnant des positions de pouvoir dans des institutions protégées de tout contrôle démocratique, en même temps que des ressources retirées aux autres au nom d'une grotesque politique d'« excellence ». Seulement, voilà : à l'échelle de l'EHESS comme à l'échelle nationale, les « réformateurs » ont gagné et les partisans du service public et de la liberté de recherche ont perdu.

Savoir/agir : La défaite a été amère ?

Christian Topalov : Très amère parce que celle qui incarne aujourd'hui cette

défaite, c'est Geneviève Fioraso, la ministre d'un gouvernement dit de gauche. On a pourtant connu en 2009, à l'université et au CNRS, un mouvement universitaire de protestation d'une ampleur et d'une détermination qui n'a en France aucun équivalent historique. Une grande colère et des trésors d'intelligence se sont exprimés. Mais, sur l'essentiel, le sarkozysme universitaire a imposé sa loi.

Savoir/agir : Comment voyez-vous la situation aujourd'hui, après le vote de la loi Fioraso qui, au fond, n'a pas changé grand-chose ?

Christian Topalov : C'est plutôt pire, je crois, car l'alternance politique ayant ratifié tout ce qui a été fait par la droite, il n'y a plus aucun espoir de changement avant très longtemps. Non seulement rien n'a été modifié par rapport à la loi LRU de 2007, aux structures de financement et d'évaluation autoritaires, à la distribution arbitraire de ressources à des institutions opaques, mais la loi Fioraso rend pérennes tous ces changements de structure. Quelle majorité politique pourrait revenir là-dessus ? Nous travaillons dorénavant dans un nouveau cadre où les présidents d'universités sont devenus de « vrais patrons » qui n'auront d'autre choix que d'appliquer localement l'austérité décidée en haut. Un cadre, aussi, où la loi de la jungle s'impose de plus en plus, où le conformisme assure de médiocres succès avec la bénédiction d'une médiocre agence de notation.

Au fond, nous entrons dans le régime commun du « nouveau management public », comme avant nous les hôpitaux, la poste ou la police. Ce qui est d'ores et déjà mauvais pour les patients dans la santé publique le sera de la même façon pour les étudiants et les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Nous

sommes contraints de remplir des critères absurdes auxquels nous ne croyons pas et que nous devons pourtant faire semblant de croire. Tout cela fait naître colère et mépris.

Savoir/agir : Comment expliquer ce qui n'est après tout que la pénétration des idées néolibérales dans un milieu que l'on pensait plutôt à gauche ?

Christian Topalov : Il y a un phénomène de soumission au nouveau cours des choses. Que le milieu universitaire soit traditionnellement plutôt de gauche – avec de vastes exceptions du côté du droit, de l'économie et de la gestion, des disciplines médicales, des écoles de commerce – n'y fait rien. Parmi les promoteurs des « réformes », il y a d'ailleurs bon nombre de gens qui sont plus proches du Parti socialiste que de l'UMP. Pour la plupart des collègues, pourtant, soumission ne veut pas dire adhésion : à part le petit nombre qui tire profit des nouvelles institutions, c'est le découragement et un réalisme à court terme qui s'imposent. Avec une Union européenne arc-boutée sur l'ultra-libéralisme et qui a si puissamment contribué partout aux réformes universitaires, avec un Parti socialiste qui a abandonné toute vision d'un service public de l'enseignement et de la recherche, comment reprocher aux collègues de s'adapter ? Comment reprocher en particulier aux jeunes chercheurs d'élaborer des façons de faire conformes à ce qu'on attend d'eux ?

Il y a des résistances, pourtant. Par exemple, au CNRS, la dite « prime d'excellence scientifique » est tellement étrangère à la culture de labo et à une morale bien enracinée du désintéressement financier que les collègues tiennent plutôt bien le coup : 20 % seulement des chercheurs

ont sollicité et obtenu cette prime. Cela ressemble fort à un refus collectif de l'arbitraire et de l'individualisation du salaire. Dans un contexte où il y a un besoin criant de revalorisation du traitement des jeunes chercheurs, on peut peut-être obtenir des résultats sur ce point très partiel mais symboliquement fort.

Savoir/agir : Peut-on dire qu'au cours de ces dix ou vingt dernières années l'Université a à peu près tout perdu alors que ce n'est pas le cas pour le CNRS ?

Christian Topalov : Le mouvement de 2009 a en effet gagné deux choses. D'abord, le report de l'application du nouveau statut des enseignants-chercheurs et de la modulation des services : plus question, pour l'instant, de punir ceux qui publient moins en leur faisant enseigner plus. Ensuite, et c'est très important, le fait que le CNRS existe encore. Quand j'étais au conseil scientifique du département des sciences humaines, j'ai vu le moment où l'institution allait disparaître pour devenir une agence de moyens mettant à la disposition des programmes pilotés par le haut ressources et chercheurs. Ça, nous l'avons empêché, du moins pour l'instant.

Pour le reste, le rapport des forces est défavorable : les nouveaux managers de la science sont désormais aux commandes et ils sont en embuscade pour faire passer demain ce qu'ils n'ont pas pu faire passer hier. Le classement des revues de sciences humaines en catégories A, B et C, par exemple ; ou un usage débridé de la bibliométrie dans les évaluations ; ou la « simplification » radicale de l'offre d'enseignement en master. Il ne faut pas sous-estimer la pression constante de l'énorme machine européenne qui ne cesse de distiller de l'idéologie, des injonctions, des outils de « pilotage » et de gestion. Cette machine

impose son langage, crée des évidences, ses personnels sont nombreux et disposent de ressources considérables. Elle peut s'appuyer sur les universités britanniques de pointe, le système d'excellence allemand, les agences de notation internationales. Nous avons parfois l'impression d'avoir pour seule finalité d'être le village gaulois qui résiste aux envahisseurs de l'Union européenne et de ses managers de la science. Pour reprendre l'initiative, il nous faut maintenant inventer de nouvelles formes d'action adaptées à un cadre institutionnel qui semble installé pour longtemps. ■